

**Fiche de présentation du projet d'arrêté
modifiant l'arrêté du 05 décembre 2016 portant désignation du site Natura 2000
Adrets de Tarentaise – FR8201777**

I) Les références réglementaires

Les sites Natura 2000 sont désignés en application de la directive n°92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvages, et de la directive n°2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (version codifiée). Les règles de désignation et de gestion de ces sites en France sont précisées dans une section spécifique du Code de l'environnement (articles L. 414.1 à L. 414.7 et articles R. 414-1 à R. 414-29).

II) Les enjeux du réseau de sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité d'espèces sauvages, animales ou végétales, et d'habitats naturels multiples. Ce réseau a pour objectif d'assurer la conservation à long terme de ces espèces et habitats qui présentent de forts enjeux et un intérêt particulier au niveau communautaire. Dans sa mise en œuvre, ce réseau s'attache à concilier préservation de la nature et préoccupations socio-économiques, dans une logique de développement durable des territoires. En France, le réseau Natura 2000 comprend aujourd'hui 1780 sites.

Les créations ou extensions de sites Natura 2000 font l'objet d'un long processus de concertation au niveau local. Ainsi, les préfets procèdent à la consultation de l'ensemble des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés, et des autorités militaires, sur la base des éléments scientifiques qui ont présidé à la délimitation de ces sites. Les instances communautaires jouent également un rôle important dans l'appréciation de la cohérence du réseau des sites Natura 2000 proposés par chaque Etat-membre, à l'échelle européenne. Au final, c'est à l'Etat qu'il revient de désigner les sites Natura 2000 en droit national, par l'instauration de sites dédiés aux oiseaux (dénommés Zones de Protection Spéciale) ou de sites dédiés aux habitats naturels et autres espèces d'intérêt communautaire (dénommés Zones Spéciales de Conservation).

Afin que l'ensemble des acteurs locaux s'approprient les enjeux de biodiversité du réseau Natura 2000, tout en tenant compte des particularités socio-économiques propres à chaque territoire, la gestion des sites Natura 2000 fait une large place à la concertation et à l'approche contractuelle. Ainsi, la participation active de l'ensemble des partenaires locaux (citoyens, élus, acteurs économiques, associations, experts...) est recherchée par le biais de comités de pilotage locaux (COFIL). Ces instances d'échange et de discussion permettent de partager les objectifs de conservation et de restauration des sites et leurs modes de gestion équilibrée, qui sont ensuite formalisés dans le cadre d'un document d'objectifs local (DOCOB). Les porteurs de projets sont également impliqués dans la bonne gestion des sites Natura 2000, par la réalisation d'évaluations des incidences de leurs projets sur ces espaces et l'intégration en amont de considérations environnementales dans leurs projets.

III) L'objectif du présent arrêté

Le présent projet d'arrêté a pour objectif de modifier la zone spéciale de conservation (ZSC) FR8201777 « Adrets de Tarentaise », initialement désignée en droit français par arrêté en date 05 décembre 2016.

Ce site appartient à la zone biogéographique alpine et couvre 13 communes du département de la Savoie.

L'arrêté initial de désignation du site a été rédigé sur la base de la proposition de site établie en 2005. Il correspondait au besoin de désigner des sites pour l'habitat d'intérêt communautaire n°6520 « prairie de fauche de montagne ».

Dans le cadre de l'élaboration du document d'objectifs (DOCOB), un diagnostic scientifique a été réalisé par le Conservatoire botanique national alpin. Le rapport de diagnostic conduit à la définition d'un nouveau périmètre de site s'attachant entre autre aux surfaces couvertes par les habitats n°6520 et 6210 (« pelouses très sèches de l'étage montagnard inférieur »).

Le périmètre modifié, validé en comité de pilotage du site en septembre 2009, porte ainsi la surface du site à 983 ha (+ 516 ha). Le présent projet d'arrêté vise donc à acter la modification du périmètre du site Adrets de Tarentaise.

La liste des habitats et espèces telle qu'annexée à l'arrêté du 05 décembre 2016, est inchangée. Elle répertorie 8 habitats d'intérêt communautaire (dont 1 prioritaire) qui sont potentiellement menacés par :

- l'intensification des pratiques agricoles (eutrophisation des prairies de fauche) ;
- la fermeture des milieux ;
- le drainage des petites zones humides.

Le DOCOB vise à répondre à ces enjeux par des mesures de gestion adaptées (mesures agro-environnementales et contrats Natura 2000).